

**Mémoire
de N. Narimanov
au comité central
du Parti communiste
soviétique**

Le conflit qui éclate entre Lénine et Staline à l'automne 1922 porte d'abord sur la question nationale, c'est-à-dire sur les droits des diverses nationalités dans une Russie soviétique héritière géographique et historique d'un empire russe ravagé par le nationalisme grand-russe (par opposition aux petits-russiens ou Ukrainiens), dont Lénine veut liquider l'héritage réactionnaire.

Fin septembre 1922, alors qu'il se remet lentement de sa maladie, dans une lettre aux membres du bureau politique, il propose que les diverses républiques fassent partie de l'Union soviétique sur un pied d'égalité avec la Russie ; il ajoute : *"C'est une question fort importante."*

Et, évoquant le projet ultra-centralisateur de Staline, il note : *"Staline a une certaine tendance à trop se hâter."*

Staline, dans une lettre aux membres du bureau politique, déclare l'amendement de Lénine *"inacceptable"*. Il renvoie ironiquement son compliment à l'auteur : *"Le camarade Lénine s'est, à mon avis, trop hâté"*, et dénonce son *"libéralisme national"*. Kamenev, inquiet, écrit à Staline : *"Lénine se prépare à partir en guerre pour défendre l'indépendance."*

Staline lui répond : *"A mon avis, la fermeté est nécessaire contre Lénine."*

Ce même jour, Lénine reçoit longuement les dirigeants communistes géorgiens, dont leur secrétaire, Boudou Mdivani, qui, le soir même, écrit à ses camarades à Tiflis : *"Au début (sans Lénine), on nous battait sans égards, on se moquait de nous, mais lorsque Lénine est intervenu (...), les choses se sont retournées dans le sens de la raison communiste."*

Pour un bref moment...

Mais Staline ne cède qu'en apparence. Les 30 et 31 décembre, Lénine, dans les notes qu'il dicte à ses secrétaires, accuse Staline et ses adjoints d'incarner le chauvinisme russe. Il dénonce le refus de Staline *« d'admettre la nécessité pour la "nation oppresseur" de faire droit au nationalisme de la "nation opprimée" »* et stigmatise *« le Géorgien, qui accuse dédaigneusement les autres de "social-nationalisme", alors qu'il est lui-même non seulement un véritable et authentique "social-nationaliste", mais un grossier argousin grand-russe »*.

Au début de février, dans l'article *"Mieux vaut moins, mais mieux"*, Lénine donne comme objectif à la Russie *"rejetée en arrière"* de *"tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays plus avancés (...) jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste"*.

La maladie le réduit au silence alors qu'il engage son dernier combat contre Staline et l'appareil sur cette question.

Le texte de Nariman Narimanov, président du Conseil des commissaires du peuple d'Azerbaïdjan en 1921, se situe dans le fil de cet affrontement entre le chauvinisme russe et l'internationalisme.

“Nos aspirations se sont heurtées au chauvinisme russe”

Au camarade Staline

Copie : au camarade Trotsky

Au camarade Radek

1) La question orientale

2) Situation en Azerbaïdjan

En tant que responsable des affaires orientales auprès du Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR en 1919-1920, j'ai maintes fois dénoncé la politique orientale erronée du camarade Tchitchérine (1).

Les archives du comité central ont sans doute conservé les rapports où j'exprimais de façon conséquente mon avis concernant notre politique au Turkestan, nos rapports avec l'Afghanistan, la Turquie, la Perse, etc.

Le fil rouge de tous ces rapports est l'idée que nous nous polarisons trop sur l'Occident, que nous nous éloignons de l'Orient et perdons ce que nous avons gagné par nos proclamations dans les premiers jours de la révolution. Et nous avons gagné beaucoup : notre promesse de libérer l'Orient opprimé de ses exploiters étrangers et de permettre à l'Orient de vivre librement sa vie unissait tout le monde autour de la Russie soviétique.

Tous les regards étaient tournés vers nous et il y a eu un moment où, si nous avions mené une habile politique orientale, nous pourrions aujourd'hui dicter nos conditions à l'Europe.

Dans un de ces rapports, je dis dès 1919 : « *Le camarade Tchitchérine veut*

susciter une révolution sociale en Occident par des appels radiodiffusés, mais elle n'aura pas lieu maintenant, parce que, après une guerre dévastatrice, nous avons laissé la possibilité aux capitalistes de “s'entendre” avec leurs ouvriers, et que, pour cette raison, la révolution sociale en Europe sera ralentie, etc. »

Le comité central, probablement, n'a pas accordé d'importance à mes paroles, mais, un an plus tard environ, je crois, la conférence du Comintern a confirmé cette position. Après quoi le camarade Tchitchérine m'a écrit qu'il fallait accorder une attention particulière à la question de l'Orient, que le mot d'ordre “*Libération de l'Orient opprimé*” était le mot d'ordre du jour, etc.

C'est peut-être pourquoi a été convoqué un congrès des peuples orientaux.

Ce congrès a donné l'impression suivante : nous avons voulu montrer aux représentants des peuples de l'Orient comme nous parlions bien et comme nous savions photographier les orateurs, et... rien de plus

Lloyd Georges, quand il a reçu les photos où les représentants de peuples d'Orient menacent le capital européen, armés de poignards, de revolvers, de sabres, de couteaux, a sans doute souri et écrit au camarade Tchitchérine : “*Nous*

(1) Nariman Narimanov (1870-1925), membre du POSDR(b) depuis 1905. Depuis 1922, président du Conseil de l'Union de la ZSFSR (République socialiste soviétique fédérale de Transcaucasie), un des présidents du comité exécutif central de l'URSS.

sommes d'accord pour engager des négociations sur les relations commerciales."

Après quoi j'ai reçu une deuxième lettre, où Tchitchérine écrivait qu'il fallait cesser tout soutien aux révolutionnaires persans, parce que cela nuisait à nos liens avec l'Angleterre.

J'affirme que nous avons, de nos propres mains, tué le mouvement de libération en Perse, comme en avait besoin Lloyd Georges, parce que c'est ainsi que certains camarades comprenaient la politique.

Sur le fond, les buts du camarade Tchitchérine et les miens étaient identiques, à savoir comment susciter au plus tôt la révolution sociale en Europe, et ainsi nous sauver nous-mêmes.

J'affirmais qu'il fallait commencer par l'Orient, et ainsi priver le capitalisme européen d'un morceau de choix, ce qui aurait aggravé le chômage, approfondi et renforcé la crise dans la vie industrielle et commerciale de l'Europe.

Lui, au contraire, pensait porter le feu de la révolution par la propagande et le rapprochement avec le capitalisme européen, sans tenir compte de la question d'Orient.

Il n'y aura pas de meilleure propagande et de plus étroit rapprochement qu'à la conférence de Gênes et à celle de Copenhague qui a suivi.

Enfin, nous avons escompté une crise économique dans l'industrie essentiellement comme résultat du traité de Versailles... mais en dépit des atrocités commises par la France vis-à-vis de l'Allemagne, en dépit de l'exécution d'ouvriers dans la Ruhr, le prolétariat allemand supporte pour l'instant patiemment les jeux de coulisses de la France et de l'Allemagne.

Cependant, tout le cours des événements a confirmé la justesse de mes propositions.

Enfin, avant mon départ pour Gênes, j'ai fait un rapport au camarade Staline au sujet de notre politique, où je disais à peu près : Gênes ne nous donnera rien. Pour contraindre l'Europe à faire des concessions, il est indispensable de

mettre la question de l'Orient sur les rails. Mais comme nous avons commis de grosses erreurs et qu'en conséquence **l'Orient ne nous faisait plus confiance**, que ses masses exploitées s'étaient détournées de nous, je proposais de commencer par redresser ces erreurs dans les républiques voisines, et en particulier au Turkestan et à Boukhara.

D'ailleurs, dans tous mes rapports depuis 1919, j'ai attiré l'attention sur le Turkestan, dans le but de nous rapprocher de l'Afghanistan pour un travail révolutionnaire ultérieur en Inde, ce qui aurait brouillé toutes les cartes de Lloyd Georges.

Je rappelle maintenant que mon rapport sur la nécessité de tisser des liens avec l'Afghanistan avait été écouté avec attention par le camarade Lénine. Dans ce rapport, je disais notamment que, pour prouver aux masses afghanes que nous n'avions pas de buts de conquêtes, il était indispensable de céder une portion de territoire, qui était, à l'époque tsariste, une pomme de discorde entre l'Afghanistan et la Russie. Dans cette question, l'Angleterre avait toujours soutenu l'Afghanistan, démontrant ainsi à ce dernier les aspirations agressives de la Russie.

Le camarade Lénine, informé de cette question, m'a dit : *"Inutile de discuter plus longtemps, rendons-leur ce territoire. Dites, de ma part, au camarade Tchitchérine que cette question ne doit pas être la cause d'une rupture..."*

Le camarade Tchitchérine, après m'avoir écouté, a dit qu'on ne pouvait rien faire sans en avoir référé aux autorités militaires ; on a transmis la question, semble-t-il, à ces autorités, qui ont abordé la question d'un point de vue militaire, c'est-à-dire qu'on a opposé un refus à l'Afghanistan.

Au même moment, le camarade Karakhan en a encore ajouté, en déclarant à l'ambassadeur d'Afghanistan : *"On ne sait pas encore si la République de Boukhara aura une existence autonome."* L'ambassadeur d'Afghanistan m'a alors fait part de sa perplexité, pouvait-on après cela ajouter foi à des déclarations signées par Lénine lui-même ? J'en ai

fait part au camarade Lénine. Je ne sais pas ce qui s'est passé ensuite.

Mais je sais que l'Afghanistan avait décidé fermement de se jeter dans les bras de la Russie pour échapper aux griffes de l'Angleterre. Probablement déçu par nous, l'ambassadeur d'Afghanistan a dit qu'il partait en Europe, en Angleterre. Le camarade Tchitchérine lui ayant répondu que de Moscou il n'y avait pas de liaison directe avec l'Europe, l'ambassadeur a fait savoir qu'il était décidé à retourner à Kaboul, et, de là, à rejoindre l'Europe. Que d'efforts il m'a fallu pour l'en dissuader.

On peut voir combien j'attachais d'importance à notre politique au Turkestan et aux liens que nous pouvions, à partir de là, nouer avec l'Afghanistan, dans le rapport où je proposais au camarade Staline de partir avec moi au Turkestan avant la conférence de Gênes, pour y constater sur place la situation anormale que nous y avions créée nous-mêmes.

Les événements qui ont suivi au Turkestan et à Boukhara et l'aventure avec Enver Pacha, tout cela est le résultat de notre incapacité à nous orienter sur la question orientale.

Après Gênes, j'ai demandé au camarade Staline s'il avait lu mon rapport. Il a répondu qu'il l'avait lu et qu'il était, dans l'ensemble, d'accord avec moi. Il n'en a pas dit plus long, parce que, comme d'habitude, il était d'accord en général avec les positions que j'avançais, mais, pour de multiples raisons, il ne fallait pas attendre de lui leur réalisation pratique...

Il y a beaucoup de questions que je n'aborde pas, mais, en liaison avec ce qui précède, je dois parler de l'Azerbaïdjan. Je veux d'abord rappeler les rapports que j'ai écrits en 1919 et 1920 sur la soviétisation de l'Azerbaïdjan. Cela montrera combien mon orientation est conséquente dans la question de notre politique orientale.

Au début de 1919, alors que j'étais encore à Astrakhan pour me soigner, j'ai publié une petite brochure en turc, sous le titre *Avec quel mots d'ordre venons-nous au Caucase ?* Dans cette brochure, je montrais notamment quelles erreurs énormes avaient causé notre chute à Ba-

kou en 1918. Puis, j'esquissais un plan de travail pour l'avenir dans l'Azerbaïdjan soviétique.

Cette brochure a été rapidement diffusée en Azerbaïdjan par nos camarades dans la clandestinité, et, d'après leurs dires, elle a eu un immense succès parmi les ouvriers et les paysans. Il est caractéristique qu'aujourd'hui, les ouvriers et les paysans d'Azerbaïdjan, surtout les musulmans, la citent en suggérant que tout ne se passe pas comme il était dit dans la brochure...

En même temps que cette brochure, j'ai envoyé une lettre au Premier ministre d'Azerbaïdjan, Oussoubek. Cette lettre a ensuite été intégralement publiée dans notre presse.

A ce moment-là, j'ai été convoqué à Moscou par le comité central du parti, et j'y ai lu mon rapport sur notre travail futur en Azerbaïdjan (étaient présents le camarade Stassov, secrétaire du comité central, Smilga et encore d'autres responsables dont j'ai oublié le nom). Dans l'ensemble, toutes les positions essentielles du rapport ont été approuvées. Parmi les principales questions, il y avait les suivantes :

1) Compte tenu du fait que la révolution que nous souhaitons en Occident tarde à venir et aura un caractère prolongé, nous devons nous lier avec l'Orient pour percer le front, afin de contraindre l'Europe à s'adresser à nous et sortir ainsi de l'encerclement.

2) Lors de la soviétisation de l'Azerbaïdjan, nous ne devons pas tolérer les erreurs que nous avons faites en Russie, nous devons tenir compte des conditions locales, créer une République soviétique indépendante modèle, pour que les travailleurs d'Orient, premièrement, sachent que nous n'avons pas de buts impérialistes de conquête, qu'ils voient et sentent que l'on peut vivre et construire sa vie sans khans, sans beks et autres

3) Après avoir pris le contrôle de la grande industrie, ne pas toucher les petites entreprises et permettre le commerce.

J'ai alors timidement proposé d'appliquer ce dernier point aussi à l'échelle de toute la Russie.

Déjà, j'étais convaincu à l'époque que nous en viendrions là, mais tout de même il ne me serait pas venu à l'esprit que sous notre régime on verrait des gens saouls couchés dans la rue...

Puis, est venu le temps (un an plus tard) où j'ai dû me rendre au Caucase pour y organiser une République soviétique indépendante modèle, et ainsi ouvrir une fenêtre sur l'Orient.

Avant mon départ, j'ai été reçu par le camarade Lénine, qui a approuvé, a donné sa bénédiction au projet que j'ai exposé. En chemin, j'ai appris que nos troupes avaient pris Bakou. Pour être tout à fait exact, nos troupes sont entrées sans rencontrer de résistance et la population les a bien accueillies.

Le gouvernement des Moussavats, en désespoir de cause, a décidé officiellement de remettre le pouvoir aux communistes musulmans. A Balajari, j'ai été accueilli par quelques camarades visiblement très heureux de mon arrivée. *"Peut-être est-ce la fin des excès qui ont eu lieu jusqu'à présent."* Ce sont leurs propres paroles. Je les ai rassurés et je leur ai demandé de m'aider dans le difficile travail qui nous attendait. Le présidium du comité révolutionnaire était alors composé de moi (président), M. D. Gouseïnov (adjoint) et d'un membre, Karaev.

"L'Azerbaïdjan est pillé, on fusille de partout." C'est par ces mots que m'ont accueilli les camarades (ni Karaev ni Gouseïnov n'étaient là). Après m'être informé de la situation, je convoquai une réunion de la direction du comité révolutionnaire et je fis la proposition qu'aucune exécution n'ait lieu sans la sanction du comité. Gouseïnov et Karaev se prononcèrent contre. Et tout continua comme avant...

Ensuite, avant son départ pour Moscou, Sergo Ordjonikidzé posa, on ne sait pourquoi, la question : *"La République d'Azerbaïdjan doit-elle exister de façon indépendante ou faire partie de l'Union soviétique ?"*

Les membres du comité central, Karaev, menchevik en 1918, et Gouseïnov, membre du Moussavat en 1918, ont, l'écume aux lèvres, développé l'idée que

l'Azerbaïdjan n'avait aucunement besoin d'indépendance, que nous devions unir l'Azerbaïdjan à la Russie soviétique.

Puis, Ordjonikidzé s'est tourné vers moi et m'a demandé : *"Qu'en pensez-vous ? Votre avis sur cette question est important pour moi."* **Ma réponse a été catégorique : "La République d'Azerbaïdjan doit être indépendante jusqu'à la soviétisation de la Géorgie et de l'Arménie, après nous verrons..."**

(Narimanov raconte en détail toute une série de faits, qui montrent le carriérisme de ses dénonciateurs, leur utilisation de la Tcheka à des fins personnelles, leur mépris des travailleurs musulmans.)

Dans un de mes rapports au camarade Staline, j'ai dit que si, demain, le feu de la révolution prolétarienne prenait en Europe et que le pouvoir soit partout aux mains des ouvriers, il ne faudrait tout de même pas compter que nous recevions gratuitement tout ce qui est nécessaire au rétablissement de notre industrie, qu'il n'y aurait pas de sitôt une situation où nous pourrions dire : *"Ce qui est à moi est à toi, ce qui est à toi est à moi."*

Le capitalisme européen, l'industrie européenne, s'est développé au compte d'autres pays. Le gouvernement ouvrier anglais ne renoncera pas si facilement à une politique exploiteuse en Inde.

Tant que cette politique existera, une politique de dépendance économique..., peut-on dire que nous réussirons à créer, si l'on peut dire, une atmosphère d'internationalisme ? Il en sera de même des relations entre la Russie soviétique et l'Allemagne soviétique. C'est ce qui se passe entre la Russie soviétique et les républiques périphériques.

Les belles paroles, c'est facile, mais les actes, c'est plus difficile.

L'Azerbaïdjan ne s'est pas contenté de paroles. Il a lui-même déclaré que le pétrole était le bien de tous les travailleurs de la Russie soviétique, mais fallait-il lui imposer un roitelet en la personne de Serebrovski ?

J'affirme que, dans les conversations intimes que j'ai eues avec des Azerbaïdjanais, personne ne s'est plaint de perdre sa principale source de revenus, mais il y

a beaucoup de mécontents parce que Sebrebrovki ne reconnaît pas l'Azerbaïdjan soviétique (...).

Il y aura un déviationnisme national tant que ce déviationnisme existera en face.

Ce n'est pas en deux, trois, quatre ans qu'on le déracinera, parce que la politique nationale de chauvinisme grand-russe a pris trop profondément racine sous Nicolas II.

Les plaies sont trop profondes et récentes. Récents aussi les sentiments de supériorité des ouvriers russes.

Le déviationnisme national est le fruit de la politique du centre ou de ses représentants.

Dans leur langue, la défense des intérêts locaux s'appelle déviationnisme national et la défense des intérêts de la Russie soviétique au détriment des intérêts de la périphérie s'appelle internationalisme (...).

Il est tout de même risible d'accuser les membres de l'ancien comité central de Géorgie de nationalisme. Leur seule faute est d'avoir déclaré sans ambages à Sergo (*Ordjonikidzé*), Kirov et Miasnikov que, par leurs fausses informations, ils induisaient le centre en erreur. Ce groupe, avant que le centre n'ait pris une décision définitive sur l'union, a sans arrêt parlé d'une fusion totale des républiques transcaucasiennes dans la RSFSR, et c'est avec ce projet qu'il est parti à Moscou. Il est revenu avec une toute autre décision. Mais quand Sergo a voulu faire passer le projet de Lénine pour le sien propre, ses camarades géorgiens de l'ancien comité central ont dit : "*Vous mentez, ce n'est pas votre projet. Vous n'informez pas correctement le centre.*" D'où la dispute. Sergo, Kirov et Miasnikov auraient dû avoir le courage de dire : nous pensions ainsi, mais nous avons reçu une gifle. Et il ne se serait rien passé, parce que le projet du camarade Lénine — une union des républiques sur la base de droits égaux — aurait été adopté sans discussion par les camarades géorgiens.

Avant mon départ pour Gênes, le camarade Staline m'a dit comme ça : "*Sergo a mal tourné.*" Non, il n'a pas mal

tourné, on l'a corrompu en surestimant ses capacités d'homme d'Etat... Il n'a vu de salut que dans le cassage de gueule. A quels procédés n'a-t-il pas eu recours au dernier congrès des organisations transcaucasiennes pour faire la peau à ses ennemis ! On a même honte d'en parler.

Tous mes efforts et ceux de mes compagnons d'idées, depuis 1918, ont eu pour but de rassembler autour et auprès de la Russie soviétique tout l'Orient révolutionnaire et de mettre fin d'un coup à toute cette abomination, qui, à notre grande honte, règne encore sur l'autre moitié du globe terrestre peuplée de centaines de millions d'habitants. L'esclavage où est réduit la population de plus de la moitié du globe terrestre est consciemment entretenu au profit de la population de l'autre moitié, moins peuplée, du globe, où une classe ouvrière de plusieurs millions d'hommes, sous le joug d'un nombre encore plus restreint d'exploiteurs, souffrait et continue de souffrir malgré nos appels depuis cinq ans.

Je le répète : j'ai abordé cette question en matérialiste. La dépendance économique de l'Occident vis-à-vis de l'Orient m'a poussé à lancer le mot d'ordre : "*Vers l'Occident par l'Orient.*"

C'est le but que je poursuivais dans les questions de notre tactique dans les républiques limitrophes, ainsi qu'en Azerbaïdjan, comme en Afghanistan, en Perse et en Turquie.

Même au Deuxième Congrès des Tatars communistes, à Moscou, dans les années 1920, j'ai dit : il n'y a pas de mouvement panislamiste, mais, s'il apparaîtrait comme phénomène temporaire, il faudra l'utiliser pour anéantir la domination du capital en Europe de l'Ouest. Mais il est indispensable que nous dirigions ce mouvement, pour que, quand nous ayons atteint notre but, il ne devienne pas un obstacle à notre révolution.

Parce que je croyais alors que le prolétariat de Russie saurait et devait le faire. Mais ce que nous avons fait m'a définitivement déçu et je suis de plus en plus convaincu que la grande mission de la libération de l'Orient s'éloigne de nous,

ou, plus exactement, que nous l'éloignons de nous.

C'est précisément ce que montre le résultat du mouvement de libération en Turquie. Et où en serait l'Entente si nous n'avions pas étouffé, par les mains de Rotstein, le mouvement de libération en Perse ?

Car c'est clair : si nous avons correctement pris tout cela en compte et dirigé, par une politique ferme et réaliste, le mouvement de libération en Perse et en Turquie, on pourrait dire que maintenant, sans exagération, nous serions en mesure de dicter nos conditions à l'Entente. Deux exemples : les détroits et les portes de l'Inde seraient sous notre influence directe... **Voilà ce qu'est la question d'Orient dont j'ai constamment parlé.**

Mais pour cela, il était nécessaire de régler la question nationale chez nous. Et malheureusement, elle n'est toujours pas résolue d'une façon qui puisse attirer à nous l'Orient opprimé.

La solution apportée par le XII^e Congrès à la question nationale peut-elle nous rassurer ? Qui, dans les républiques limitrophes, va appliquer les résolutions ? Voilà la question à laquelle il nous faut réfléchir. Je l'affirme : ceux qui peuvent mettre en œuvre les décisions du XII^e Congrès, ce sont ceux qui, dès les premiers jours de la révolution, sans craindre personne, ont audacieusement proclamé cette position, pas ceux qui, affichant une position gauche, feront échouer cette politique, parce qu'il ne croient pas que le centre y croit vraiment. Ils ont toujours pensé et pensent que ces résolutions sont faites pour la montre, pour impressionner. C'est au centre, bien sûr, de montrer, par son attitude à leur égard, qu'il prend ces résolutions au sérieux, et souligner ainsi sa position sur la question de l'Orient.

Notre propagande en Europe était efficace quand nous avions un régime communiste, depuis la NEP elle s'est affaiblie. Notre situation effraie l'ouvrier européen, qui se demande si sa situation sera meilleure sous le nouveau régime. Par une politique ferme et réaliste en Orient, nous pourrions créer une situation où la classe ouvrière n'hésiterait plus.

N'est-ce pas cette hésitation qui contraint les ouvriers d'Allemagne à supporter la honte d'être sous la coupe de la gendarmerie française dans la Ruhr ?

En conclusion, je dois dire : moi et mes compagnons, nous nous sommes efforcés sincèrement et consciemment, en idéalisant le pouvoir soviétique, de réaliser une forme nouvelle de gouvernement en Orient. C'était la voie la plus sûre pour libérer l'Orient du joug du capital européen et hâter ainsi l'effondrement de celui-ci. Nous nous y sommes efforcés, avant tout, en justifiant les erreurs de la Russie soviétique comme des erreurs de la période révolutionnaire et en tentant de les éviter en tenant compte des particularités et des conditions plus paisibles de la périphérie.

Nous avons cru à la sincérité de nos appels à la libération des peuples et à la fusion des peuples moins avancés avec le peuple grand-russe, nous avons donc cherché les voies naturelles du renforcement et du développement de la révolution. Mais nos aspirations se sont heurtées au chauvinisme russe, aux carriéristes, aux irresponsables, aux aventuristes en quête d'une popularité facile, qui cherchaient à se faire un nom devant le centre par n'importe quel moyen, et aussi aux membres de partis ennemis du nôtre, qui se sont infiltrés dans notre parti et y ont joué les radicaux pour mieux le détruire. C'était la voie la plus sûre.

Ces éléments nous ont accusés de nationalisme, de déviations diverses, d'indécision, de séparatisme, etc. Malheureusement, le centre les a écoutés et continue. Nous n'avons pas le choix : ou nous exigeons qu'on reconnaisse que notre tactique était la bonne et on nous fait pleinement confiance, ou nous devons quitter la scène, c'est-à-dire ne plus occuper de poste de responsabilité, travailler à développer la culture dans les masses, ce qui est tout à fait satisfaisant pour l'esprit. Pour diverses raisons, le premier terme de l'alternative n'est pas réalisable. Il reste le second, c'est ce que j'ai fait en Azerbaïdjan.

Dès juin 1922, j'ai envoyé au comité central du parti un télégramme qui

disait : quand j'étais à Moscou, le camarade Staline m'a proposé de donner au comité central mon avis sur la situation en Azerbaïdjan, pour que celui-ci n'ait pas un éclairage unilatéral. Comme le camarade Kirov est à Moscou et que son éclairage sera unilatéral, je prie le secrétaire du comité régional de Transcaucasie de transmettre mon avis.

Après la déclaration solennelle, au dernier congrès du parti d'Azerbaïdjan, des deux groupes (de "droite" et de "gauche") sur la dissolution des groupes, le groupe "de gauche" (2), couvert par le comité de Bakou, a commencé à mener une lutte acharnée contre ceux qui s'étaient opposés à lui.

Avec ma nomination comme membre du Conseil de l'Union, et, donc, mon départ pour Tiflis, le groupe "de gauche" s'est senti totalement libre. Je n'ai aucune influence sur le comité central d'Azerbaïdjan, qui est composé uniquement de mes adversaires. M'ayant éloigné d'Azerbaïdjan, ce groupe s'est impitoyablement vengé de mes compagnons d'idées. Les uns ont été liquidés politiquement, les autres, par peur d'être exclus, se sont soumis, d'autres encore réduits à la clandestinité.

Il n'y a plus maintenant de groupe de droite et le destin de l'Azerbaïdjan est dans les seules mains de la "gauche" avec Mirzoian à sa tête. Maître de la situation, la "gauche" fait obstinément passer tout ce qu'elle n'avait pu faire jusqu'à présent.

J'affirme que l'action de ce groupe en Azerbaïdjan y créera, à brève échéance, un second Turkestan.

Le parti dégénère, le système des dénonciations prolifère.

Les ouvriers et paysans musulmans sont poussés, dans le meilleur des cas, à quitter le parti, au pire passent sous l'influence des moussavites et de ittkhadistes.

J'affirme que l'action de ce groupe développe un dangereux antagonisme entre les nationalités. Si le comité central du RKP trouve tout cela normal et renonce à une politique orientale, je n'y peux absolument rien, mais je déclare qu'à partir de maintenant, je ne répons

plus de la situation en Azerbaïdjan et que toute la responsabilité **retombe sur ce groupe et sur ceux qui le soutiennent.**

Dix mois ont passé depuis l'envoi de ce télégramme, et, depuis, la situation en Azerbaïdjan s'est encore aggravée.

J'affirme qu'il y a un an, le pouvoir en Azerbaïdjan était soutenu par la sympathie générale des masses pour l'Union soviétique, mais aujourd'hui le pouvoir ne repose plus que sur les baïonnettes.

Bien sûr, on peut garder encore quelque temps le pouvoir en s'appuyant sur les baïonnettes s'il n'y a pas d'affrontement armé avec le monde extérieur, mais si un tel affrontement se produit, le pétrole d'Azerbaïdjan sera en danger. Il est indispensable, sans perdre une minute, de prêter attention aux désordres créés ces temps derniers en Azerbaïdjan.

Il y a deux mois, il y a eu un soulèvement. Il a été facilement réprimé, mais quelle impression cette répression a-t-elle eue sur la population quand on a sorti du marais des femmes avec leurs enfants qui y avaient trouvé refuge plusieurs jours, fuyant les gardes rouges ?

Suivant la théorie d'Ordjonikidzé, bien sûr, on peut exterminer systématiquement la population de cette petite république, mais qui alors la peuplera ?

Je dois répéter ce que j'ai dit dans mon premier rapport au comité central en 1919. Nous ne sommes pas en mesure de conserver Bakou sans l'ensemble de l'Azerbaïdjan, comme nous ne sommes pas en mesure de conserver la Transcaucasie à l'aide des baïonnettes dans la situation internationale qui est la nôtre. **Pas de confiance envers les communistes de fraîche date, qui, avant 1919, étaient membres des partis moussavat, dachnak, menchevik et S-R.**

N. Narimanov

(2) Le groupe dit de "gauche" s'oppose à l'existence d'une République autonome d'Azerbaïdjan et prône pour ce pays, comme pour l'Arménie et la Géorgie, une intégration pure et simple dans la République de Russie.

